



Journée mondiale de prière et de réflexion contre la traite des êtres humains - 8 février 2021:

Economie sans la traite des personnes

La Journée mondiale de prière et de réflexion contre la traite des personnes 2021 met en lumière l'une des principales causes de la traite des personnes : le modèle économique dominant, dont les limites et les contradictions sont exacerbées par la pandémie COVID-19.

La traite des êtres humains fait partie intégrante de "cette économie" : les personnes qui font l'objet d'un trafic de "marchandises" sont intégrées dans les rouages d'une mondialisation régie par la spéculation financière et la concurrence "à perte". Une vision "structurelle et globale" de la traite est donc nécessaire pour débloquer tous ces mécanismes pervers qui alimentent l'offre et la demande de "personnes à exploiter", car c'est le cœur de toute l'économie qui est malade.

Un aphorisme attribué à Oscar Wilde affirme que le cynique est celui qui **connait le prix de tout et la valeur de rien**, eh bien cette économie semble être dominée par le cynisme : en ce qui concerne les biens, les services et les personnes, non seulement le marché fait le prix, mais ce qui est encore plus dramatique, c'est le prix qui détermine leur valeur. Cette logique est victime de la même entreprise qui est de plus en plus valorisée par les marchés financiers par le prix des actions et non par la valeur ajoutée créée par son capital humain.

C'est donc la pointe d'un iceberg, c'est le miroir grossissant d'un malaise dû à un néolibéralisme dominant basé sur une (fausse) idée de liberté économique dans laquelle chaque instance éthique, sociale et politique est étrangère et constitue un obstacle.

Au contraire, une économie sans trafic est une économie qui valorise et prend soin des êtres humains et de la nature, qui inclut et n'exploite pas les plus vulnérables.

Le Comité international de la Journée mondiale de prière et de réflexion contre la traite des personnes participe à "L'économie de François" : le grand mouvement de jeunes économistes, entrepreneurs et faiseurs de changement du monde entier appelé par le Pape François à partager des idées et à planifier des initiatives pour la promotion d'un développement humain intégral et durable, dans l'esprit de François.

Quelques données économiques

- **150,2** milliards de dollars représentent le profit annuel de la traite dans le monde, dont les deux tiers proviennent de l'exploitation sexuelle¹.
- **21.800** dollars sont les bénéfices annuels par victime de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, 4.800 dans la construction, l'industrie manufacturière, les mines et les services publics, 2.500 dans l'agriculture, 2.300 dans le travail domestique².
- **34.800** dollars est le bénéfice annuel par victime de la traite dans les économies avancées, 15.000 dollars au Moyen-Orient, 7.500 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5.000 en Asie-Pacifique, 3.900 en Afrique³.
- **50 %** des travailleurs exploités effectuent un travail forcé en compensation d'une dette (péonage)⁴.
- **337.462** euros, c'est le coût économique, social et humain de chaque victime de la traite des êtres humains en Europe (UE27) en 2016 (dernier chiffre disponible)⁵.
- **200.000** dollars représentent le rendement économique d'une transplantation d'organe en Europe occidentale contre un paiement de 10.000 dollars à un "donneur" vivant dans une extrême pauvreté en Amérique centrale⁶.

¹ *Profits and Poverty: The Economics of Forced Labour*, International Labour Organization, 2014.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ *Global Estimates of Modern Slavery*, International Labour Organization and Walk Free Foundation, 2017.

⁵ *Study on the economic, social and human costs of trafficking in human beings within the EU*, European Commission, 2020. Selon la Commission européenne, si l'on considère les 8 027 victimes dans l'Union européenne en 2016, pour chacune d'entre elles, les coûts sont estimés à 2 949 euros pour les activités de coordination et de prévention, 105 827 euros pour les activités répressives, 11 355 euros pour les services liés à l'enregistrement, au soutien matériel initial et au conseil, 21 785 euros pour les services sanitaires et sociaux, 59 795 euros pour le manque potentiel de contribution de la victime à l'économie légale, et 135 751 euros pour la perte de qualité de vie.

⁶ *Global Report on Trafficking in Persons*, United Nations Office on Drugs and Crime, 2018